

M. R. Gordon L. Fairweather (Royal): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire qui s'adresse au secrétaire d'État. Sait-il que, s'il se rend ce soir à un certain endroit au centre de la ville à Ottawa et, après avoir frappé trois fois à la porte, il donne le mot de passe: «Mike m'envoie», il aura le plaisir de voir le film à distribution restreinte intitulé «M. Pearson», expurgé avec goût, de façon à ne pas offusquer la susceptibilité du secrétaire d'État aux Affaires extérieures? Voudrait-il transmettre cette bonne nouvelle à la Société Radio-Canada? (Exclamations)

M. l'Orateur: A l'ordre! Je comprends parfaitement l'intérêt général que suscite le sujet. Mais je ne suis pas du tout sûr que la question primitive n'était pas irrégulière, pour deux raisons; premièrement, parce qu'elle cherchait à savoir si les déclarations parues dans les journaux étaient exactes, et il me semble que le texte paraissant en dessous d'une vignette est bien l'équivalent d'une déclaration; et l'autre—ma foi, il me semble que la première raison suffit.

M. Fairweather: Comme toujours, j'accepte volontiers votre décision, monsieur l'Orateur.

L'hon. M. Hamilton: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Dois-je comprendre que vous venez de rendre une décision déclarant la question que j'ai posée à l'origine de validité douteuse en vertu de notre Règlement?

M. l'Orateur: Je n'ai pas rendu de décision, j'ai simplement fait une proposition, en y insistant beaucoup. Du moins, c'était mon intention. La question avait déjà été posée une fois et nous avons entendu deux ou trois questions supplémentaires. Si tout doit recommencer, je crois qu'il me faudra rendre la décision qu'il s'agit, en effet, à mon avis, d'une déclaration parue dans un journal.

L'hon. M. Hamilton: Je devrais, alors, vous aviser, monsieur l'Orateur, que la question peut comporter des conséquences graves sur lesquelles je reviendrai quand j'aurai réuni toutes les données nécessaires. Je vous en donne préavis.

(Texte)

L'AGRICULTURE

A PROPOS DE L'APPLICATION DE L'ARDA DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question à l'honorable ministre de «l'Aménagement rural» et des Forêts «et de l'ARDA»?

Est-il vrai que l'honorable ministre a téléphoné au ministre de l'Agriculture du Québec

[Le très hon. M. Pearson.]

pour lui dire qu'il ne voulait plus transiger avec lui en ce qui concerne les règlements de l'ARDA et qu'à l'avenir, il avait l'intention de transiger directement avec le premier ministre de la province de Québec?

L'hon. Maurice Sauvé (ministre des Forêts): Monsieur l'Orateur, je lui ai parlé trois fois, hier, et je n'ai jamais traité de cette question dans ce sens-là.

(Traduction)

SASKATCHEWAN—RÉDUCTION DU BUDGET DES PROGRAMMES DE RECHERCHE RELEVANT DE L'ARDA

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Alvin Hamilton (Ou'Appelle): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre des Forêts et de la remise en valeur des régions rurales. Comme il est important que les dix grands programmes de recherche relevant de l'ARDA soient menés à bonne fin par le Centre de recherche communautaire, de Saskatoon, quelles mesures a-t-on prises en vue de régler les difficultés causées par la décision du gouvernement de la Saskatchewan de réduire des deux tiers le budget de cet organisme?

M. l'Orateur: Comme cette question exige une réponse détaillée, l'honorable député pourrait-il le faire inscrire au *Feuilleton*?

(Texte)

ON NE RETARDE PAS L'APPROBATION DE PROJETS RELATIFS À L'AMÉNAGEMENT RURAL DANS LE QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre des Forêts au sujet de l'ARDA. Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il est vrai que son ministère n'a pas encore approuvé les 29 projets spécifiques (dont le coût s'élève à \$7,500,000) soumis par le ministère de l'Agriculture du Québec?

Dans le cas de l'affirmative, peut-il nous dire pourquoi?

L'hon. Maurice Sauvé (ministre des Forêts): Monsieur le président, j'ai donné une réponse détaillée à cette question, hier, à la suite d'une demande de l'honorable député de Saint-Hyacinthe-Bagot (M. Ricard).

M. L.-J. Pigeon (Joliette-L'Assomption-Montcalm): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au ministre des Forêts. Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il est exact qu'il profite de l'ARDA pour s'ingérer dans les affaires des provinces?

L'hon. M. Sauvé: Monsieur le président, le débat sur cette question est le fruit d'un malentendu. Hier, au cours de trois conversations téléphoniques que j'ai eues avec l'honorable M. Courcy, le tout s'est arrangé et nous